



Pressions du lobby pro-israélien sur les intellectuels américains

L'historien Tony Judt interdit de conférence par peur de représailles.

Par [Global Research](#)

Mondialisation.ca, 10 octobre 2006

Libération 7 octobre 2006

Région : [États-Unis](#), [Moyen-Orient et Afrique du Nord](#)

Thème: [Droits humains et État policier](#)

L'autocensure décidée sous la pression n'est pas réservée au débat européen touchant à l'islam, en témoigne l'affaire qui agite depuis quelques jours les intellectuels américains.

Liberté d'expression. L'historien Tony Judt, éminent professeur à l'université de New York, devait donner mardi soir au consulat polonais une conférence sur le lobby pro-israélien aux États-Unis. Quelques heures avant le début de la conférence, le consul général, Krzysztof Kasprzyk, décide d'annuler la conférence. Après avoir parlé au président de l'Anti-Defamation League (ADL), association de lutte contre l'antisémitisme, il a pris peur d'une campagne contre son pays. Scandalisé, Judt considère que l'affaire pose la question de la liberté d'expression aux États-Unis : « Il y a des similarités avec les récents problèmes que vous avez eus en Europe. Nous avons ici des imams juifs, mais non religieux », nous déclarait-il hier.

L'affaire émeut le monde universitaire, au-delà des frontières américaines. Une pétition circule. Car Tony Judt, Britannique de 58 ans, juif, n'a pas vraiment le profil d'un antisémite. Militant sioniste dans sa jeunesse, il est depuis devenu très critique de l'occupation des Territoires palestiniens. Très indépendant d'esprit, c'est aussi un ancien élève de l'École normale supérieure, ami de nombreux intellectuels français.

Le directeur de l'ADL, Abe Foxman, dément avoir exercé une quelconque « pression », et le Consul affirme qu'il a pris sa décision « de lui-même » après avoir entendu les « préoccupations » de l'ADL. Selon Judt, pourtant, l'ADL l'aurait menacé d'une campagne de presse.

L'affaire vient s'ajouter à d'autres récents incidents similaires. Plusieurs universitaires sont dans le collimateur des lobbies pro-israéliens. Le professeur Juan Cole (université du Michigan) s'est vu fermer la porte de Yale, et son collègue Joseph Massad (Columbia), à la suite de protestations, a fait l'objet d'une enquête pour antisémitisme (qui l'a blanchi). A New York, une pièce de théâtre consacrée à la militante américaine propalestinienne Rachel Corrie, écrasée par un bulldozer israélien, a été déprogrammée sous la pression, et un architecte réputé, Richard Rogers, a été menacé de perdre des chantiers s'il ne coupait pas les liens avec un groupe appelant au boycott d'Israël.

Pas d'éditeur. Enfin, deux auteurs, John Mearsheimer, de l'université de Chicago, et Steven Walt, doyen de la prestigieuse Harvard Kennedy School of Government, n'ont pas réussi à trouver d'éditeur américain pour leur étude consacrée au lobby pro-israélien. Leur travail a

finalement été publié par The London Review of Books.

La source originale de cet article est Libération
Copyright © [Global Research](#), Libération, 2006

Articles Par : [Global Research](#)

Avis de non-responsabilité : Les opinions exprimées dans cet article n'engagent que le ou les auteurs. Le Centre de recherche sur la mondialisation se dégage de toute responsabilité concernant le contenu de cet article et ne sera pas tenu responsable pour des erreurs ou informations incorrectes ou inexacts.

Le Centre de recherche sur la mondialisation (CRM) accorde la permission de reproduire la version intégrale ou des extraits d'articles du site [Mondialisation.ca](#) sur des sites de médias alternatifs. La source de l'article, l'adresse url ainsi qu'un hyperlien vers l'article original du CRM doivent être indiqués. Une note de droit d'auteur (copyright) doit également être indiquée.

Pour publier des articles de [Mondialisation.ca](#) en format papier ou autre, y compris les sites Internet commerciaux, contactez: media@globalresearch.ca

[Mondialisation.ca](#) contient du matériel protégé par le droit d'auteur, dont le détenteur n'a pas toujours autorisé l'utilisation. Nous mettons ce matériel à la disposition de nos lecteurs en vertu du principe "d'utilisation équitable", dans le but d'améliorer la compréhension des enjeux politiques, économiques et sociaux. Tout le matériel mis en ligne sur ce site est à but non lucratif. Il est mis à la disposition de tous ceux qui s'y intéressent dans le but de faire de la recherche ainsi qu'à des fins éducatives. Si vous désirez utiliser du matériel protégé par le droit d'auteur pour des raisons autres que "l'utilisation équitable", vous devez demander la permission au détenteur du droit d'auteur.

Contact média: media@globalresearch.ca